

Gilets jaunes : de l'insurrection à la transformation en vrai mouvement politique



L'acte 9 de la mobilisation des Gilets jaunes a été marqué par une nette hausse de la mobilisation, sans que d'importantes violences n'aient été à déplorer.

Avec Yves
Michaud

Ce samedi IX de mobilisation des gilets jaunes a vu un regain de participation – sans violence ou presque.

Sottise ou parler vrai d'un Jupiter imbu de mépris, les déclarations de Macron autour d'une galette des rois n'y sont pas probablement pas pour rien. Entre l'affirmation grotesque qu'il faut dix ans pour apprendre à faire une baguette et la fustigation indécente de ceux qui ne veulent pas travailler, le président a encore fait fort. Il montre surtout qu'il n'a toujours pas compris à quel point le mouvement est profond et à quel point beaucoup de « paresseux » ou « assistés » sont à bout.

La baisse du niveau de violence sans baisse de la participation a probablement deux raisons.

D'une part la plupart des gilets jaunes veulent pour de bon mener des démonstrations pacifiques pour être entendus. De ce point de vue la dispersion géographique du mouvement en dit long sur son enracinement.

Il se peut aussi que la menace gouvernementale de la répression porte ses fruits – on n'ose en tout cas penser que le gouvernement joue sur le pire – encore que quelques déclarations, notamment du malsain et méchant Griveaux inquiètent, d'autant que l'olibrius en question est quand même porte-parole du gouvernement...

L'insurrection qui ne viendra pas

Le temps de l'insurrection est passé. On n'en est pas passé loin et le gouvernement aurait tort de ne pas s'en souvenir. La situation en décembre 2018 a été quasi insurrectionnelle et les autorités ont été, à juste titre, prises d'une frousse bleue quand elles ont entrevu que les forces de l'ordre pourraient elles aussi basculer - leur sort n'étant pas si différent de celui des manifestants qu'elles affrontaient.

Le pays a donc échappé à une révolution style "printemps arabe" avec protestation populaire, effondrement des autorités et fraternisation des forces de maintien de l'ordre. Macron a eu chaud et j'espère qu'il en restera plus conscient que rancunier - ce qui n'est pas évident compte tenu de la psychologie du personnage. Il est vrai que la France, quoi qu'on en dise, n'est pas l'Égypte de Moubarak ni la Tunisie de Ben Ali. On peut demander à y être plus et mieux entendu mais ce reste jusqu'à nouvel ordre un État de droit.

Et maintenant le grand débat ?

Pas mal de choses vont dépendre du contenu de la lettre aux Français sur le grand débat national qu'est en train de concocter le président Macron.

Il est à craindre que cette lettre cadre si étroitement le débat qu'elle le tue dans l'œuf. Les choses ont déjà bien mal commencé avec la désignation pour organiser la consultation de Mme Jouanno, une intrigante trop bien payée à la tête d'une haute autorité dont personne ou presque n'avait jamais entendu parler. Pour ajouter l'infamie à la sottise, la dite personne a décliné la responsabilité tout en s'accrochant à sa rémunération. Les gilets jaunes auront sûrement apprécié ce démarrage en fanfare.

Quelle sera la participation des citoyens à ce débat? Quelle proportion d'entre eux s'exprimera pour dire quoi et en étant écoutée comment? Jusqu'où les résultats de la consultation seront ils acceptés? Qui les contestera et comment? Autant de questions auxquelles on ne peut répondre à ce jour.

En revanche, il est certain que le mouvement, puissant et enraciné comme il l'est va se prolonger. Il lui faudra inventer de nouvelles tactiques - cela peut aller de la menace de retraits bancaires à des actes individuels symboliques. Rappelons avec crainte que la révolution tunisienne du jasmin a commencé par le suicide par le feu d'un marchand des quatre saisons désespéré dans la ville économiquement sinistrée de Sidi Bouzid.

Une nouvelle formation politique ?

La question de l'éventuelle organisation des Gilets jaunes en formation politique est à envisager.

Deux exemples sont déjà à notre disposition: celui du mouvement Cinque Stelle en Italie et celui du parti Podemos en Espagne.

Le parti Cinque Stelle a démarré en Italie à partir d'une protestation politique "à la Coluche" mais il a rapidement été organisé autour de cinq principes pas spécialement réactionnaires - l'eau publique, les transports « durables », le développement, la connectivité et l'environnement - par un petit groupe d'acteurs du web autour du sulfureux Casaletto, qui ont utilisé intelligemment les moyens techniques nouveaux. Ce pourrait être une solution pour les Gilets jaunes. Elle respecterait leur souhait d'organisation non hiérarchique horizontale. Ce qui diminue la probabilité de cette éventualité est que les Gilets jaunes se recrutent dans une population vieillie, peu ouverte aux technologies nouvelles.

Podemos en Espagne est né en 2014 trois ans après le mouvement des Indignés de 2011, assez proche de celui des Gilets jaunes mais dans un pays aux caractéristiques démographiques et politiques très différentes de celles de la France. Surtout la structuration du mouvement, même si elle a fait appel aux nouvelles technologies, a été l'œuvre d'une poignée de militants léninistes sans états d'âme, formés à l'école castro-vénézuélienne et qui font régner une discipline de fer. Dieu merci, nous n'avons pas beaucoup de léninistes en France, hormis Coupat et ses amis, et parfois Mélenchon, mais celui-ci a passé trop longtemps dans l'ouate dorée du socialisme égoïste pour se métamorphoser en léniniste et sa rhétorique caractéristiquement de droite le rapproche d'un espace...déjà occupé, celui du RN.

Le fait est que l'obstacle majeur aujourd'hui en France à l'organisation politique du mouvement des Gilets jaunes est la présence sur le marché politique de deux partis déjà structurés, le RN (ex-FN) et la France insoumise. Ces deux partis ne souhaitent absolument pas voir apparaître un concurrent qui leur disputerait la clientèle que déjà ils se disputent.

Sauf donc à voir apparaître un mouvement de gilets jaunes macroniens impulsé par de petits machiavéliens de pouvoir, une structuration spécifique du mouvement a donc peu de chances de voir le jour.

Le plus probable

Une double éventualité me semble en revanche avoir un fort degré de probabilité.

D'une part, c'est aux élections européennes que la sanction Gilets jaunes se fera évidente et lourde à travers un vote populiste de gauche et plus encore de droite inévitable. N'oublions pas que depuis 2005 le vote pro-européen est en France très minoritaire. L'évolution va encore se renforcer.

D'autre part, quel que soit le projet de réforme abordé, le gouvernement de Macron va être bloqué. Je vois mal comment il pourrait faire passer une réforme des retraites, de l'indemnisation du chômage ou de la Constitution sans faire ressurgir la menace des Gilets jaunes chaque fois appuyés par les nouvelles catégories de la population touchées par les projets. Et même si Macron cherche la solution d'un référendum à QCM, il risque soit d'obtenir des scores ric-rac, soit tout simplement de se voir répondre « Macron, c'est non » - comme on l'entend depuis au moins huit semaines et même plus.